

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2008)
Heft: 1765

Artikel: Plus de garderies, plus d'enfants : quelle aide pour les parents? : Un tour d'horizon des mesures proposées sur le plan fédéral et de leurs effets
Autor: Imhof, Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1012392>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Plus de garderies, plus d'enfants: quelle aide pour les parents? *Un tour d'horizon des mesures proposées sur le plan fédéral et de leurs effets*

Pierre Imhof (22 janvier 2008)

L'accueil de jour de la petite enfance préoccupe les parlementaires fédéraux. Au Conseil national, pas moins de 8 interventions sont pendantes, en provenance de trois des quatre partis gouvernementaux (seule l'UDC manque). Leur lecture laisse transparaître des visions économiques et familiales fort différentes.

On peut distinguer deux modèles dominants: l'aide aux familles et l'aide aux structures.

L'aide aux familles a plutôt les faveurs de la droite qui souhaite le développement d'un système de bons: les parents reçoivent des «*crédits*» pour des journées de garde, qu'ils peuvent échanger auprès de fournisseurs de prestations, avec ou sans contrôle de ces derniers selon les modèles. L'aide aux structures a la préférence de la gauche, à l'exemple de la syndicaliste Christine Goll, qui y voit une garantie de qualité, et probablement une défense de l'emploi subventionné.

La socialiste Jacqueline Fehr a beaucoup fait pour l'aide aux structures: c'est à la suite d'une motion qui porte son nom que la Confédération s'est engagée financièrement dans la création de nouvelles places d'accueil. Une mesure qui n'a pas réellement porté ses fruits, le problème le plus aigu n'étant pas de trouver des fonds pour créer des structures, mais pour financer leurs coûts de

fonctionnement sur le long terme. Les fonds fédéraux, revus périodiquement à la baisse tant par souci d'économie que par pénurie de projets à soutenir, ont dès lors en grande partie servi à financer des structures qui auraient de toute manière vu le jour. Est-ce pour cette raison que la conseillère nationale zurichoise s'est récemment tournée vers l'aide aux familles, en rejoignant le camp des défenseurs des systèmes de bons?

L'activisme fédéral est certes utile, mais restera peu productif tant que la compétence d'agir dans ce domaine n'incombera qu'aux cantons et aux communes. Et on constatera qu'aucun des modèles proposés ne va jusqu'à laisser une totale liberté aux parents, le premier choix étant de savoir s'ils souhaitent, ou non, confier leur enfant à une garde externe à la famille. Et des mesures telles que des congés parentaux étendus seraient nécessaires pour qu'un tel choix puisse s'exercer.

Les modèles qui prônent l'aide aux familles sont dans le vent. Ce sont eux qui sont désormais privilégiés par exemple dans l'assurance-invalidité: les structures de soutien aux familles ont vu leurs subventions diminuées, au profit d'une forte augmentation des allocations versées aux parents. L'avantage de ce système est qu'il laisse un plus grand choix et favorise

l'émergence d'initiatives privées. Il y a par contre un réel risque de baisse de la qualité de prise en charge en l'absence d'un contrôle fort de la part de l'Etat sur les structures autorisées à le pratiquer. La contribution financière de l'Etat ne doit en effet pas servir à financer du personnel de maison au noir ou une maman de jour non déclarée. Un chapitre que les partis de droite oublient souvent d'écrire.

L'aide aux structures est évidemment gage de qualité, mais c'est une solution coûteuse, souvent boudée par les classes moyennes et aisées en raison de tarifs proportionnels au revenu.

Les pays nordiques, qui sont des exemples en matière de politique familiale, n'ont pas choisi entre ces deux modèles: ils les ont adoptés l'un et l'autre en privilégiant toujours la liberté de choix la plus grande possible pour les familles. Et force est de constater que cela fonctionne: la Finlande, la Norvège et le Danemark sont les pays où le taux d'activité professionnelle des femmes et le taux de fécondité sont les plus élevés d'Europe (voir à ce sujet le récent rapport de l'OCDE *Bébés et employeurs - Comment réconcilier travail et vie de famille*). Contrairement à ce que les machos cherchent à nous faire croire, maintenir les femmes à la maison est mauvais aussi bien pour l'économie que pour le financement de nos retraites.